



**CSE du 15 novembre 2018**  
**Déclaration du SNES-FSU**

Bonjour à toutes et à tous,

Il y avait en grève ce lundi 12 novembre près d'un enseignant du second degré sur deux, n'en déplaise au décompte mensonger du ministère, et à l'interprétation malhonnête de monsieur le ministre à l'Assemblée nationale ce mardi, lequel a estimé que 90 % des professeurs soutenaient la politique éducative du gouvernement. Nous ne reviendrons pas ici sur la méthode de calcul du ministère, qui n'est pas digne de l'institution. Et nous n'épiloguerons pas non plus sur les propos du Ministre, qui n'engagent pas à la confiance.

Nous dirons simplement les personnels sur le terrain font dignement leur travail au service des élèves. Ils sont confrontés à une hausse du nombre d'élèves dans leurs classes, à une détérioration de leurs conditions de travail, leurs rémunérations ne sont pas à la hauteur de leur qualification (moins de 2 000 euros pour une collègue certifiée après plus de 10 années de carrière), les difficultés de leurs métiers ont été mises en évidence à l'occasion de l'agression commise sur notre collègue à Créteil, et le gouvernement répond en amplifiant sa politique de suppression de poste pour la rentrée 2019 (- 2 650 postes) et les suivantes.

A l'ordre du jour de ce CSE, deux textes concernent la réforme du lycée. Nous continuons de demander sa remise à plat pour une autre réforme, et de sursoir à sa mise en œuvre à la rentrée 2019. C'est actuellement la pagaille quant à l'organisation de la classe de Première. Le travail sur les programmes, en particulier en mathématiques et sur les nouveaux enseignements généraux pluridisciplinaires ne peut que nous inquiéter. Nous avons les premiers retours de chantage aux fermetures de postes si les collègues, par exemple, n'acceptent pas de consacrer des semaines de congé à une formation en informatique. Le texte modifiant le poids de l'option LCA au baccalauréat nous étonne : jusqu'où ira le choc de complexification du bac ?

Nous l'avons déjà dit dans cette instance, le rythme des réformes éducatives ne peut pas être celui du bruit médiatique. Il est grand temps de changer de discours, de rythme et de politique pour maintenir un service public d'éducation respectueux des personnels et qui assure à tous les jeunes une formation ambitieuse et l'accès à une qualification reconnue. Il en va de l'avenir de notre modèle éducatif et social.